

Arrêtés il y a une semaine dans la wilaya de Tébessa

LES FRÈRES KAROUI DEVANT LE PÔLE JUDICIAIRE DE CONSTANTINE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7083 — DIMANCHE 5 SEPTEMBRE 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Jeux paralympiques

L'Algérie décroche deux médailles d'argent

Page 16

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

VERS D'IMPORTANTES RÉFORMES STRUCTURELLES

Les milieux politiques, les décideurs économiques, les investisseurs et le monde du travail s'attendent à un débat dense autour du Plan d'action du Gouvernement, adopté lundi dernier en Conseil des ministres. Pour les observateurs, il s'agit d'un événement important qui va mobiliser les membres des deux chambres parlementaires à partir de cette semaine, en attendant l'examen de ces chapitres par la commission spécialisée et la plénière, dont aucune date précise n'a été dévoilée.

Page 3



Publicité



Le Jeune Indépendant du 05/09/2021 / ANEP GR 0062

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO



PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA LITTÉRATURE ET DE LA LANGUE AMAZIGHES

Fin de la remise des œuvres

PRÉVUE pour le 4 août, la remise des œuvres du prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes, qui en est à sa deuxième édition, a été prolongée d'un mois.
C'est le Haut-Commissariat à l'amazighité qui a officiellement annoncé cette prolongation. Le concours comporte quatre catégories : linguistique, littérature et traduction, patrimoine immatériel, technologie et numérique. Ces catégories représentent un gigantesque calendrier scrutant en profondeur l'amazighité dans le passé, le présent et l'avenir. Le passé se justifie dans la catégorie patrimoine immatériel par les thèmes infinis que peut aborder le candidat. La civilisation amazighe existe depuis des millénaires, s'étendant des îles Canaries, englobant le Maghreb et allant jusqu'en Egypte où se trouve l'oasis de Siwa, localité authentique amazighe jusqu'à ce jour. Les candidats ont beaucoup à faire en Algérie car les lieux rappelant l'histoire de la civilisation amazighe sont en fait. Ils se situent, bien sûr, dans le Hoggar, les Aurès, en Kabylie, au M'zab, répartis du nord au sud du pays en îlots, à l'exemple de la ville de Boussemghoum, dans le Sud algérien, ou encore de Beni Snouss, à l'extrême ouest du pays. A Alger, par exemple, un quartier vital de la capitale porte le nom de Télémly, dérivé de «tala» qui veut dire «source». Pour le présent, les catégories linguistique et traduction offrent au candidat une multitude de thèmes sur l'étude et la recherche concernant l'actualité de la langue amazighe d'aujourd'hui. Pour l'avenir, ce sont la technologie et le numérique qui sont programmés pour le prix. La langue amazighe doit s'adapter à l'universel et s'inscrire dans le développement et le progrès. Ainsi, le prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes est un véritable foyer de promotion dans tous les domaines de l'amazighité. Ce prix est une initiative du Haut-Commissariat à l'amazighité, qui donne encore plus de poids à l'immense action qu'il entreprend pour le déploiement de la langue amazighe. Le haut-commissaire à l'amazighité détient lui-même un fonds inépuisable et illimité sur les études et la recherche. Ce fonds remarquable est enrichi par les multiples journées d'étude organisées partout sur le territoire national. Il est enrichi aussi par de très nombreuses publications, publiées par lui-même en sa qualité d'éditeur. Les organisateurs du prix du président de la République de la littérature et de la langue amazighes insistent sur le caractère scientifique de l'œuvre qui doit être remise. La cérémonie de remise du prix est fixée au 12 janvier 2022 dans la capitale de l'Ahaggar , wilaya de Tamanrasset.

Kamel Cheriti

COVID-19

La plus grande campagne de vaccination lancée

Les autorités sanitaires veulent accélérer significativement la vaccination contre le coronavirus. A la veille de la rentrée sociale, une vaste campagne de vaccination a été lancée un peu partout dans le pays, et ce dans la perspective de vacciner le plus grand nombre possible de personnes afin de garantir une rentrée sociale et scolaire en sécurité. L'objectif est aussi d'atteindre l'immunité collective d'ici à la fin de l'année en cours en vaccinant 70% de la population.



«Avec la vaccination, la vie continue». C'est avec ce slogan que les autorités sanitaires veulent convaincre ceux qui sont toujours réticents concernant la vaccination contre le coronavirus. Accompagnée d'une grande campagne de sensibilisation, cette vaste opération de vaccination a été entamée hier, un peu partout dans le pays.
Un record dans le nombre de vaccinés est attendu pour cette semaine, selon les précisions de ministre de la Santé, qui a appelé les citoyens à rejoindre les centres de vaccination. Donnant le coup d'envoi de cette campagne nationale de la vaccination contre le coronavirus, Abderrahmane Benbouzid, qui animé une conférence de presse dans la matinée, a affirmé que «cette campagne de vaccination, qui vient d'être lancée et qui se poursuivra, nous permettra, de manière efficace, d'atteindre notre objectif tant attendu qui consiste à vacciner pas moins de 70% d'Algériens d'ici à la fin de l'année en cours».
Pour atteindre cet objectif, le ministre de la Santé a insisté sur «le grand rôle que vont jouer les secteurs ministériels, la société civile et le partenaire social, lesquels ont déjà contribué, chacun dans son domaine, à lutter contre la pandémie». Il a également appelé à une totale mobilisation du gouvernement et du peuple algérien pour la réussite de cette campagne de vaccination, et ce jusqu'à ce que «nous atteignons un grand nombre de personnes vaccinées», ce qui permettra, a-t-il dit, de «réduire l'incidence de la pandémie et soulager les hôpitaux».
Le ministre a ainsi appelé les personnes âgées de plus de 18 ans à se faire vacciner au niveau des espaces mis à leur disposition à travers tout le pays, et où toutes «les conditions nécessaires sont réunies», soulignant la nécessité de réaliser des chiffres record pour le nombre de vaccinés d'ici à la fin de l'année. Pour convaincre les plus hésitants, surtout que la campagne de vaccination a ralenti au mois d'août après un afflux massif des citoyens sur les centres de vaccination suite à la propagation du variant Delta, à l'origine d'une troisième vague meurtrière, des spots publicitaires sont diffusés en boucle, notamment sur la page Facebook du ministère de la Santé, expliquant la nécessité de la vaccination pour stopper la propagation de la Covid-19 et, par ricochet, reprendre une vie normale. Lancée hier, les chiffres quotidiens de cette campagne nationale de la vaccination seront communiqués et une évaluation générale aura lieu le 11 septembre, dernier jour de la campagne nationale de la vaccination, baptisé le «Big day».

Lilia Aït Akli

Huit millions d'Algériens vaccinés à ce jour

HUIT MILLIONS d'Algériens ont été vaccinés contre la Covid-19, et ce depuis le lancement de la campagne de vaccination le 2 janvier dernier, a révélé le porte-parole du comité scientifique chargé de la surveillance et du suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus.
Il a souligné que l'objectif de la campagne était de vacciner environ 70% de la population afin d'atteindre l'immunité collective et briser ainsi les chaînes de contamination.
Le porte-parole du comité scientifique, qui s'exprimait à l'occasion du lancement à grande échelle de l'opération de vaccination du 4 au 11 septembre, a fait savoir que 5 millions d'Algériens avaient reçu une première dose de vaccin et 3 millions les deux doses.
Evoquant cette opération de grande envergure, le Dr Fourar a indiqué que cette campagne a pour objectif d'»éviter une 4e vague de l'épidémie», et ce en «vaccinant le plus grand nombre de citoyens pour atteindre un record au cours de la journée du 11 septembre», qu'il a surnommé le «Big day», soit le grand jour.
A ce sujet, l'interlocuteur a expliqué que «de nombreux nouveaux centres de vaccination ont été équipés et exploités à travers tout le territoire national». Selon lui, «cela prouve que nous avons les capacités pour atteindre l'objectif souhaité».
Le Dr Fourar a insisté sur le fait que la vaccination est le seul moyen pour se prémunir du virus, bien qu'elle ne soit pas obligatoire pour les citoyens. Il a tenu à préciser que le rôle du comité scientifique est de sensibiliser les citoyens et non de faire pression. Le représentant du comité a rappelé que la campagne de vaccination a été accélérée au début du mois de juillet dernier.
«Pendant cette période, l'Algérie faisait face à une situation sanitaire très critique due à la recrudescence des cas de contamination au coronavirus et aux nombreux décès quotidiennement enregistrés.
Les hôpitaux étaient saturés et le manque de matériel médical ainsi que la pénurie de plusieurs médicaments se faisaient sentir», a-t-il noté. Concernant la vaccination des enfants, Djamel Fourar a souligné que les autorités compétentes suivent ce qui est annoncé dans le monde afin de prendre la décision appropriée, affirmant que rien avait encore été décidé concernant la vaccination des enfants.
Il a cependant insisté sur la vaccination du plus grand nombre de citoyens pour se protéger de la quatrième vague.

Lynda Louifi

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

VERS D'IMPORTANTES RÉFORMES STRUCTURELLES

Les milieux politiques, les décideurs économiques, les investisseurs et le monde du travail s'attendent à un débat dense autour du Plan d'action du Gouvernement, adopté lundi dernier en Conseil des ministres. Pour les observateurs, il s'agit d'un événement important qui va mobiliser les membres des deux chambres parlementaires à partir de cette semaine, en attendant l'examen de ces chapitres par la commission spécialisée et la plénière, dont aucune date précise n'a été dévoilée.



Ce plan d'action s'articule autour de cinq principaux chapitres en vue d'engager des réformes structurelles importantes. Ils sont consacrés à la consolidation de l'Etat de droit et la rénovation de la gouvernance, la relance et le renouveau économique, le développement humain et une politique sociale renforcée, ainsi qu'à une politique étrangère dynamique et proactive, et le renforcement de la sécurité et de la défense nationale.

Dans l'introduction du texte, le plan d'action note que «l'organisation réussie des élections législatives du 12 juin 2021, avec l'installation de la nouvelle assemblée parlementaire, est une autre étape dans le processus de mise en œuvre de l'engagement du Président de la République pour le parachèvement de l'édifice institutionnel, en consécration d'une nouvelle ère qui caractérisera l'Algérie nouvelle au sein de mécanismes constitutionnels et juridiques garantissant l'intégrité et la crédibilité de la pratique démocratique» et que «les élections locales annoncées pour la fin de l'année constitueront une nouvelle étape de ce processus».

Le texte n'a pas manqué de souligner les conditions actuelles que vit le pays, marquée par la crise sanitaire et ses lourdes répercussions: «l'élaboration de ce plan d'action du gouvernement intervient dans une conjoncture exceptionnelle liée à la pandémie du Covid-19 dont la continuité des répercussions accentue le manque de visibilité sur un retour à la normalité, aussi bien au niveau national qu'international, notamment en termes de mobilité des personnes et des biens, de commerce international et de fonctionnement normal des marchés».

Le texte précise que «ce contexte inédit constitue un grand défi pour le gouvernement qui doit à la fois gérer l'urgence d'une situation épidémiologique en constante évolution et engager les réformes structurelles importantes sur les plans institutionnelles et socio-économiques, particulièrement pour réussir la relance économique».

Dans ce cadre, le plan d'action du Gouvernement souligne que «malgré la difficulté de cette situation sans précédent ayant accru la contrainte budgétaire de l'Etat du fait de la baisse des recettes fiscales, le gouvernement s'engage à prendre toutes les mesures idoines permettant d'endiguer la situation sanitaire et à prendre en charge les impacts socioéconomiques de celle-ci, notamment à travers la poursuite des mesures de soutien social et de soutien à l'activité économique».

Selon le document, «le gouvernement poursuivra ses efforts visant à développer les services publics, notamment les services de base, en termes de qualité et d'accessibilité». Ainsi, '«en matière des services de santé, le gouvernement veillera à améliorer la qualité des soins et au renforcement des outils de prévention tout en assurant une meilleure prise en charge sanitaire sur tout le territoire national».

En matière d'éducation, le gouvernement «veillera à l'amélioration de la qualité de l'enseignement» et à «l'amélioration de la qualité de vie vise à développer les conditions d'épanouissement culturel et physique des citoyens en dynamisant la vie culturelle et en développant la pratique sportive à tous les niveaux d'une part, et à renforcer l'application des règles d'urbanisme et le respect de l'environnement dans une optique de développement durable s'appuyant sur une vision intégrée du territoire d'autre part».

Il est, également, souligné dans le plan d'action du Gouvernement que «la réussite de toute réforme repose, aussi, sur un facteur décisif, sinon critique, pour le développement économique et social qui est le capital humain».

A ce propos, le texte précise que le capital humain «est au cœur de toutes les transformations que doit opérer l'Algérie, pour faire face aux mutations multiformes en cours dans le monde».

Sur ce point, le document indique que «le gouvernement œuvrera au renforcement du capital humain notamment à travers l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de la recherche scientifique et de l'innovation ainsi que par le développement des compétences et de l'adéquation entre formation et emploi».

Mohamed Kouini

ARRÊTÉS IL Y A UNE SEMAINE DANS LA WILAYA DE TÉBESSA

Les frères Karoui devant le pôle judiciaire de Constantine

LE MAGISTRAT près le pôle judiciaire spécialisé de Constantine devra se prononcer prochainement sur l'affaire de l'homme d'affaires et le propriétaire de la chaîne de télévision tunisienne Nessma TV, Nabil Karoui, et de son frère, le parlementaire Ghazi Karoui, arrêtés il y a une semaine dans la wilaya de Tébessa.

Selon une source proche de l'affaire, les deux hommes, accusés de s'être introduits illégalement sur le territoire algérien, devront comparaître en compagnie de quatre autres personnes de nationalité algérienne, trois hommes et une femme originaire de la wilaya d'Alger, mis en cause dans la même affaire pour complicité, précise-t-on. Ils ont été entendus par les enquêteurs de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Tébessa, qui les a déférés, sur instruction des autorités judiciaires, devant le pôle judiciaire spécialisé de la capitale de l'Est.

Les deux frères Karoui avaient été arrêtés par les éléments de la sûreté de wilaya de Tébessa dans une maison appartenant à un commerçant activant dans la région. Le candidat à l'élection présidentielle de 2019 en Tunisie qui avait, rappelons-le, obtenu le deuxième score au premier tour du scrutin, juste après celui de l'actuel président tunisien Kais Saied, est poursuivi, en compagnie de son frère, par la justice de son pays dans une affaire de blanchiment d'argent. Le patron de Nessma TV, incarcéré depuis décembre 2020, avait été libéré au mois de juin dernier. Le président du parti Qalb Tounes, interdit de sortie du territoire tunisien, avait réussi à s'introduire sur le sol algérien avec la complicité des quatre personnes, toutes arrêtées. Il avait d'abord réussi à passer la frontière via la région de Kasserine, du côté tunisien, au niveau de l'axe frontalier El-Houidjbet, dans la wilaya de Tébessa, où l'attendait un chauffeur. Il fut récupéré par un second chauffeur à bord d'un autre véhicule, qui le déposa devant un appartement appartenant à une femme. Mais des suspicions amèneront alors le groupe à changer de lieu d'hébergement. Le choix fut alors porté sur une maison appartenant à un commerçant, présenté comme le frère d'un ex-député de la région, où les deux frères tunisiens furent d'ailleurs arrêtés, précise la même source.

Le candidat malheureux à la présidentielle tunisienne de novembre 2019 n'en est pas à ses premiers déboires avec la justice. Il avait été arrêté le 23 août 2019, en plein campagne électorale pour les élections législatives et présidentielle de 2019, par la justice de son pays suite à des accusations de corruption. Il avait été placé en détention un mois durant, avant d'être relâché quelques jours seulement avant le deuxième tour de la présidentielle. Cette affaire avait, en son temps, défrayé la chronique dans le pays du Jasmin. Des accusations avaient été portées contre certaines parties au pouvoir quant à une tentative de «manœuvrer contre le patron de Nessma TV pour l'empêcher d'arriver au palais de Carthage». La machine judiciaire avait été enclenchée suite à une plainte déposée en mars 2019 par l'ONG I Watch, auprès du pôle judiciaire économique et financier tunisien, pour «suspicion de blanchiment d'argent» à travers des sociétés dont les deux frères Karoui seraient propriétaires en Algérie, au Maroc et au Luxembourg.

La justice tunisienne avait alors décidé, en juillet 2019, de geler les avoirs de Nabil et Ghazi Karoui et de leur imposer une interdiction de quitter le territoire tunisien, avant que le patron du groupe audiovisuel ne soit de nouveau arrêté en décembre 2020 et placé en détention provisoire. Il n'a d'ailleurs été libéré qu'en juin 2021, il y a à peine deux mois.

Le président du parti Qalb Tounes n'avait fait aucune apparition publique depuis le 25 juillet dernier, date à laquelle le président tunisien Kaïs Saïed a décidé de limoger le chef du gouvernement Hichem Mechichi, de geler les prérogatives du Parlement et de lever l'immunité des députés du Parlement tunisien.

Amine B.

TIZI-OUZOU

Un important lot de cheptel pour les éleveurs

C'EST un important lot de cheptel qui sera distribué dès aujourd'hui pour les éleveurs de la wilaya de Tizi-Ouzou qui ont perdu leur élevage à la suite des incendies meurtriers survenus dans la région au cours du mois écoulé. Ce lot à distribuer est composé jusqu'à maintenant de 598 bovins, 2500 caprins et 3011 ovins. Par ailleurs, il est attendu au cours de cette semaine la réception de 350.000 poussins, une quarantaine de serres agricoles (la culture maraîchère) et plusieurs centaines de quintaux d'aliment pour le bétail. Cette opération d'indemnisation est le résultat de l'opération de recensement des pertes engendrées par les feux lancée par les commissions de daïras et de wilaya de Tizi-Ouzou en collaboration avec la commission nationale d'évaluation des pertes. Celle-ci est composée des cadres des ministères de l'agriculture et de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire. Il y a lieu d'indiquer que ces opérations de recensement des éleveurs et agriculteurs ayant perdu des biens se poursuit toujours. Et c'est ce cadre précis qu'il ya lieu d'indiquer que même les apiculteurs ne sont pas oubliés par les recenseurs. En effet, les producteurs de miel ayant perdu leurs ruchers sont également concernés par l'opération d'indemnisation. Notons enfin que l'opération de plantation d'arbres fruitiers tels que l'olivier est prévue pour le mois prochain ; mois indiqué par ce genre d'opération.
Concernant le reboisement forestier, rien n'est indiqué pour l'heure.
Cependant, selon les compétences sylvicoles l'idéal serait de laisser la nature faire les choses. Il s'agit plus exactement d'attendre au moins cinq ans avant de décider l'implantation des arbres.
Pourquoi ? Pendant ce laps de temps, il sera permis de constater la repousse naturelle des arbres et autres végétations. De ce fait, il sera permis aussi à l'homme de constater les espaces où il y'a pas repousse de l'élément végétal. C'est justement cette partie qui sera concernée par la plantation d'arbres et autres arbustes forestiers.
Car, à défaut du respect de cet élément temporel nécessaire à la repousse naturelle de la végétation, il y'aurait risque d'atteinte à l'écologie et l'écosystème. **Saïd T.**

BANQUE D'ALGÉRIE

Emission d'une nouvelle pièce métallique de 100 dinars

LA BANQUE d'Algérie a émis une nouvelle pièce de monnaie métallique de cent (100) dinars.
Selon le règlement portant émission et mise en circulation de la nouvelle pièce publié au journal officiel numéro 66, la pièce de monnaie métallique de100 DA est constituée d'une couronne extérieure en acier inoxydable de couleur gris acier et d'un cœur en cupronickel serti à l'intérieur de cette couronne, de couleur jaune rosâtre.
Au centre de la pièce ainsi que sur son avers, le nom du martyr Ali Amar a été gravé en langue nationale avec un triple millésime Hégirien, Grégorien et Amazigh de l'année de frappe (1443 - 2021- 2971) apposé à l'intérieur de la couronne sur la partie inférieure de la pièce. **M. B.**

ZONES INDUSTRIELLES À ANNABA

Fréquentes coupures d'électricité et trafic sur le foncier

Le foncier industriel, vecteur de l'investissement et du développement, a toujours été une préoccupation majeure, aussi bien pour les investisseurs concernés que pour les responsables locaux en charge du dossier auprès du Calpiref, lesquels tentent de trouver des solutions aux problèmes de disponibilité.



Il faut dire que le portefeuille foncier de la wilaya a été dilapidé, pour ne pas dire pillé, par de faux investisseurs qui se présentent comme tels, documents à l'appui, pour bénéficier des avantages accordés dans le cadre de l'ex-CALPI pour, ensuite, se détourner des projets annoncés.
Pour preuve, les 4 zones industrielles d'Annaba et les 6 zones d'activité fonctionnent au ralenti parce que, d'une part, la plupart des terrains affectés sont restés en l'état, les propriétaires s'étant contentés de clôturer les parcelles sans plus, comme c'est le cas à la zone industrielle de Meboudja, ou encore celles de Pont Bouchet ou Berrahal.
Ces parcelles, que *le Jeune Indépendant* a visitées, sont devenues des dépotoirs pour déchets de toutes sortes. On y déverse, de nuit, des décombres, des déchets de matériaux de construction et autres ordures et scories.
D'autre part, ces zones ne répondent plus aux normes et génèrent bien des problèmes qui pourraient être à l'origine de la mise à l'écart des vrais investisseurs pour la région d'Annaba. En effet, dans ces zones, l'éclairage public est défaillant ou marche par à-coups, selon les conditions climatiques.
L'aménagement y est des plus sommaires avec des routes défoncées où les nids-de-poule et les crevasses sont légion.
Pour sa part, le système d'évacuation des eaux pluviales fonctionne rarement et des inondations sont signalées dans des unités de production, comme cela a été le cas dans une usine de la zone industrielle d'El-Allelik. Le propriétaire a du prendre en charge lui-même la réfection de tout le réseau et procéder au remblayage pour surélever le terrain d'assiette, tout en installant des pompes d'évacuation.
Il a fallu des journées entières pour faire dégager les eaux, des journées perdues et un manque à gagner important, en plus des salaires versés et des dépenses occasionnées pour l'opération.
Pourtant, avant l'acquisition du terrain et sur papier, il était certifié que les parcelles affectées étaient viabilisées et dotées de toutes les commodités.
Les chutes de tension et les coupures fréquentes de courant électrique sont venues compliquer davantage la situation, que ce soit dans la zone de Meboudja, du Pont Bouchet, de Berrahal ou d'El-Allelik. A titre d'exemple, cette usine spécialisée dans la transformation de plusieurs produits sensibles et dont l'investisseur ne sait plus à qui s'adresser pour régler le problème.
«Il y a de fréquentes chutes de tension dans notre usine, nous apprend-il, ce qui fait stopper les machines parce que celles-ci sont équipées d'un système de sécurité qui les bloque automatiquement dès qu'il y a une défaillance en matière d'énergie électrique, et si cela n'avait pas été le cas, ces machines seraient aujourd'hui, complètement hors d'usage.
Ces arrêts, qui durent parfois trois heures par jour, sont à l'origine de la baisse de la production, ce qui ne nous permet pas d'honorer les commandes de nos clients à temps.
Pour remettre les machines en marche, cela prend une à deux heures, et la matière première s'y trouvant est bonne à jeter. Une double perte pour l'usine qui influe négativement sur nos finances. On s'est plaint à maintes reprises auprès de la Sonelgaz mais cela n'a rien donné, on a donc pris l'habitude».
Ceux qui n'ont pas investi et sont devenus malgré tout propriétaires des terrains affectés parce qu'ils ont su manœuvrer, exigeant de l'administration les actes de propriété pour leur permettre de contracter des crédits auprès des banques qui exigent ces documents comme garantie, s'en sortent bien puisqu'ils sont maintenant propriétaires, sans pour autant avoir respecté les cahiers des charges, et proposent à la vente, au prix fort, ces terrains acquis pour une bouchée de pain dans le cadre du CALPI. Une situation paradoxale dans la mesure où, d'un côté, celui qui s'investit et investit est confronté à des difficultés presque insurmontables alors que celui qui n'a pas mis un centime dans l'hypothétique projet qu'il porte est à l'abri, tout en étant propriétaire d'un terrain qui, aujourd'hui, vaut de l'or.
Des terrains qui existent mais qui, en même temps, ne sont pas disponibles. L'administration, qui a intenté des actions en justice pour récupérer ces terrains sur la base du non-respect des cahiers des charges, attend toujours de reprendre ces précieuses parcelles pour le développement et la création de richesses et surtout d'emploi.
La décision de la création de 42 zones industrielles s'étalant sur 9 500 hectares dans 34 wilayas du pays a quelque peu sauvé la mise et a donné lieu à beaucoup d'espoir, surtout que lesdites zones seront dotées de toutes les commodités et seront encadrées et suivies de près, de sorte que les erreurs du passé ne se reproduisent plus.
Pour la wilaya d'Annaba, et en dehors du fait qu'elle est intégrée dans les prévisions de création de ces zones, il a été prévu la création d'une nouvelle zone d'activités sur 44 lots situés dans la nouvelle ville de Benouada-Mostefa (ex-Draâ Errich).
Avec ce grand projet, le problème du foncier industriel sera certainement résolu, d'autant plus que les services concernés de la wilaya suivent de près le dossier. Il faudrait pour cela que l'administration locale veille au respect des normes contenues dans les cahiers des charges, sinon, les mêmes dépassements observés vont se réitérer.

Nabil Chaoui

ENIEM DE OUED-AISSI

Une enveloppe de 17 millions de dollars pour le nouveau projet de froid

SI BEAUCOUP d'encre a coulé sur les difficultés vécues par l'ENIEM de Oued-Aïssi, voire même le risque de sa fermeture, il reste cependant que ces appréhensions sont définitivement cartées à présent. Il est même permis de considérer que l'avenir de cette entreprise spécialisée dans l'électroménager sera des plus radieux.
En effet, une enveloppe de 17 millions de dollars est accordée à l'ENIEM dans le cadre du lancement de son nouveau projet du Froid. Ce montant d'argent, selon nos sources proches de cette entreprise, sera passé et avalisé par le CPE (conseil de participation de l'entreprise) dans les tous prochains jours.
Par ailleurs, au cours de la réunion qui a eu lieu mercredi dernier au siège du ministère de l'industrie et à laquelle ont participé le ministre concerné, le PDG de l'ENIEM de Oued-Aïssi et le Président du Groupe ELEC El Djaïr, il a été retenu le principe d'octroi d'un crédit d'un montants 100 millions dinars au profit de l'ENIEM ; crédit qui sera octroyé par le trésor public. Ce crédit sera débloqué en quatre tranches et à raison de 25 millions dinars pour chacune d'elles. La première sera débloquée au cours de ce mois de septembre 2021. Et la dernière, d'ici la fin de l'année en cours.
S'agissant de l'utilisation de cet argent, nos sources indiquent qu'il servira à l'acquisition de la matière première.
Notons enfin que les stocks de cette matière première au niveau des ateliers de l'ENIEM de Oued-Aïssi ne sont pas complètement épuisés. Une telle situation indique donc que le spectre du congé forcé est non seulement définitivement écarté, mais suggère aussi l'avenir même de l'entreprise comme prometteur, voire radieux.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

QUI PROFITE DE L'ATTENTAT SUICIDE DE KABOUL?

L'horrible attentat suicide de Kaboul introduit un vecteur supplémentaire dans une situation déjà incandescente : il vise à prouver aux Afghans et au monde extérieur, que le nouvel Émirat islamique d'Afghanistan est incapable de sécuriser la capitale. A l'heure actuelle, au moins 103 personnes – 90 Afghans (dont au moins 28 Taliban) et 13 militaires américains – ont été tuées et au moins 1 300 blessées, selon le ministère afghan de la Santé.

Par Pepe Escobar



L'attentat a été revendiqué par une déclaration sur la chaîne Telegram d'Amaq Media, l'agence de presse officielle de l'État islamique. Cela signifie que l'attentat a été commis par le commandement central de l'EI, même si les auteurs de l'attentat étaient des membres de l'État islamique au Khorassan, ou EI-K.

Présumant hériter du poids historique et culturel des anciennes terres d'Asie centrale qui, depuis l'époque de la Perse impériale, s'étendaient jusqu'à l'Himalaya occidental, ce groupuscule salit le nom de Khorassan.

Le kamikaze qui a mené «l'opération martyre près de l'aéroport de Kaboul» a été identifié comme un certain Abdul Rahman al-Logari. Cela suggère qu'il est afghan, de la province voisine de Logar. Et cela suggère également que l'attentat a pu être organisé par une cellule dormante de l'EI-K. Une analyse électronique sophistiquée de leurs communications permettrait de le prouver – des outils dont les Taliban ne disposent pas.

La façon dont l'EI, qui connaît bien les médias sociaux, a choisi de présenter le carnage mérite un examen attentif. La déclaration sur Amaq Media reproche aux Taliban d'être «en partenariat» avec l'armée américaine dans l'évacuation des «espions».

Il ridiculise les «mesures de sécurité imposées par les forces américaines et la milice des Taliban dans la capitale Kaboul», puisque son «martyr» a pu atteindre «une distance de pas moins de cinq mètres des forces américaines, qui supervisaient les procédures».

L'EI-K comprend une bande de fanatiques, désignés comme takfiris parce qu'ils définissent les compagnons musulmans – en l'occurrence les Taliban – comme des «apostats».

Fondé en 2015 par des djihadistes émigrés envoyés dans le sud-ouest du Pakistan, l'EI-K est une bête trouble. Son chef actuel est un certain Shahab al-Mujahir, qui était un commandant de niveau intermédiaire du réseau Haqqani dont le siège est au Waziristan du Nord, dans les zones tribales pakistanaises, lui-même une collection de moudjahidines disparates et de candidats au djihad sous l'égide de la famille.

Washington a qualifié le réseau Haqqani d'organisation terroriste dès 2010, et traite plusieurs de ses membres comme des terroristes mondiaux, dont Sirajuddin Haqqani, le chef de la famille après la mort du fondateur Jalaluddin. Jusqu'à présent, Sirajuddin était le chef adjoint des Taliban pour les provinces orientales – au même titre que le mollah Baradar, le chef du bureau politique de Doha, qui a été libéré de Guantanamo en 2014.

Fait crucial, l'oncle de Sirajuddin, Khalil Haqqani, anciennement chargé du financement étranger du réseau, est maintenant responsable de la sécurité de Kaboul et travaille comme diplomate 24/7.

Les précédents dirigeants de l'EI-K ont été éliminés par des frappes aériennes américaines en 2015 et 2016. L'EI-K a commencé à devenir une véritable force de déstabilisation en 2020 lorsque la bande regroupée a attaqué l'Université de Kaboul, une maternité de Médecins sans Frontières, le palais présidentiel et l'aéroport.

Les renseignements de l'OTAN, repris par un rapport de l'ONU, attribuent à l'EI-K un maximum de 2 200 djihadistes, répartis en petites cellules. Il est significatif que la majorité ne soit pas afghans : Irakiens, Saoudiens, Koweïtiens, Pakistanais, Ouzbeks, Tchétchènes et Ouïghours.

Le véritable danger est que l'EI-K fonctionne comme une sorte d'aimant pour toutes sortes d'anciens Taliban mécontents ou de chefs de guerre régionaux déconcertés qui n'ont nulle part où aller.

LA PARFAITE CIBLE FACILE

L'agitation civile qui régnait ces derniers jours autour de l'aéroport de Kaboul était la cible idéale pour le carnage de la marque EI.

Zabihullah Mujahid, le nouveau ministre taliban de l'Information à Kaboul, qui, à ce titre, s'adresse quotidiennement aux médias du monde entier, est celui qui a prévenu les membres de l'OTAN de l'imminence d'un attentat suicide commis par l'EI-K. Des diplomates de Bruxelles l'ont confirmé.

Parallèlement, ce n'est pas un secret pour les cercles de renseignements en Eurasie que l'EI-K est devenu disproportionnellement plus puissant depuis 2020 en raison d'une ligne de transport d'Idlib, en Syrie, vers l'est de l'Afghanistan, officieusement connue dans le langage des barbouzes sous le nom de Daech Airlines.

Moscou et Téhéran, même à des niveaux diplomatiques très élevés, ont carrément accusé l'axe américano-britannique d'être les principaux facilitateurs. Même la BBC a rapporté, fin 2017, que des centaines de djihadistes de l'EI avaient bénéficié d'un passage sécurisé hors de Raqqa et de la Syrie, sous les yeux des Américains.

Le premier est l'affirmation de Mujahid, lors d'une interview accordée à la chaîne américaine NBC News en début de semaine, selon laquelle il n'y a «aucune preuve» qu'Oussama Ben Laden soit à l'origine des attentats du 11 septembre 2001 – un argument que j'avais déjà laissé entrevoir dans ce podcast la semaine précédente.

Cela signifie que les Taliban ont déjà commencé une campagne pour se déconnecter de l'étiquette «terroriste» associée au 11 septembre. La prochaine étape consistera peut-être à faire valoir que l'exécution du 11 septembre a été mise en place à Hambourg et que les détails opérationnels ont été coordonnés depuis deux appartements du New Jersey.

Rien à voir avec les Afghans. Et tout cela en restant dans les paramètres du récit officiel – mais c'est une autre histoire extrêmement compliquée.

Les Taliban devront montrer que le «terrorisme» concerne uniquement leur ennemi mortel, l'EI, et va bien au-delà de la vieille école Al-Qaïda, qu'ils ont hébergée jusqu'en 2001. Mais pourquoi devraient-ils hésiter à faire de telles déclarations ? Après tout, les États-Unis ont réhabilité Jabhat Al-Nosra – ou Al-Qaïda en Syrie – en tant que «rebelles modérés».

L'origine de l'EI est un matériau incandescent. L'EI a été créé dans des camps de prisonniers irakiens, son noyau étant composé d'Irakiens, dont les compétences militaires proviennent d'anciens officiers de l'armée de Saddam, une bande de sauvages renvoyée en 2003 par Paul Bremmer, le chef de l'Autorité provisoire de la Coalition.

L'EI-K porte dûment le travail de l'EI de l'Asie du Sud-Ouest au carrefour de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud en Afghanistan. Il n'y a aucune preuve crédible que l'EI-K a des liens avec les services secrets militaires pakistanais.

Au contraire : l'EI-K est vaguement aligné avec le Tehreek-e-Taliban (TTP), également connu sous le nom de Taliban pakistanais, l'ennemi mortel d'Islamabad. Le programme du TTP n'a rien à voir avec les Taliban afghans modérés dirigés par le mollah Baradar qui ont participé au processus de Doha.

L'OCS À LA RESCOUSSE

L'autre événement important lié à l'attentat de Kaboul est qu'il a eu lieu un jour seulement après une nouvelle conversation téléphonique entre les présidents Vladimir Poutine et Xi Jinping.

Le Kremlin a souligné que les deux hommes étaient «prêts à intensifier leurs efforts pour lutter contre les menaces du terrorisme et du trafic de drogue provenant du territoire afghan», qu'il était «important d'instaurer la paix» et qu'il fallait «empêcher la propagation de l'instabilité aux régions adjacentes».

Et cela a conduit à l'argument décisif : Ils se sont engagés conjointement à «tirer le meilleur parti du potentiel» de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), fondée il y a 20 ans sous le nom de «Cinq de Shanghai», avant même le 11 septembre, pour lutter contre «le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme».

Le sommet de l'OCS se tiendra le mois prochain à Douchanbé, où l'Iran sera très certainement admis en tant que membre à part entière. L'attentat de Kaboul offre à l'OCS l'occasion de s'affirmer avec force.

Quelle que soit la coalition tribale complexe formée pour gouverner l'Émirat islamique d'Afghanistan, elle sera imbriquée dans l'ensemble de l'appareil de coopération économique et sécuritaire régional, dirigé par les trois principaux acteurs de l'intégration eurasienne : la Russie, la Chine et l'Iran.

Le bilan montre que Moscou a tout ce qu'il faut pour aider l'Émirat islamique contre l'EI-K en Afghanistan. Après tout, les Russes ont expulsé l'EI de toutes les parties importantes de la Syrie et l'ont confiné dans le chaudron d'Idlib.

En fin de compte, personne à part l'EI ne souhaite un Afghanistan terrorisé, tout comme personne ne souhaite une guerre civile en Afghanistan.

L'ordre du jour indique donc non seulement une lutte frontale menée par l'OCS contre les cellules terroristes existantes de l'EI-K en Afghanistan, mais aussi une campagne intégrée visant à drainer toute base sociale potentielle pour les takfiris en Asie centrale et du Sud.

(mondialisation.ca)

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	04:25	04:31	04:46	04:45	04:53	04:58	05:02
Dohr	12:28	12:32	12:46	12:37	12:53	12:58	13:01
Açr	16:04	16:09	16:23	16:12	16:30	16:34	16:37
Maghrib	18:51	18:56	19:10	18:58	19:17	19:21	19:24
Icha	20:18	20:22	20:35	20:19	20:42	20:47	20:49

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7083 — DIMANCHE 5 SEPTEMBRE 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	22°
Oran	30°	21°
Constantine	33°	18°
Ouargla	44°	29°

LUTTE INTERNATIONALE ANTIÉPIDÉMIQUE

Le «virus politique» à l'américaine

Après quelque trois mois de manipulation secrète, les services de renseignement américains ont récemment rendu public un rapport sur le traçage des origines du nouveau coronavirus, accusant la Chine d' «empêcher les enquêtes internationales « et exigeant que la communauté internationale fasse des pressions à l'encontre de Pékin. Cette conduite visant à répandre délibérément le «virus politique» a gravement impacté la coopération internationale et les études sur l'origine du virus dans cette lutte contre la pandémie de COVID-19.



En quels droits les Etats-Unis, pays qui a essuyé la plus grosse défaite dans le contrôle de l'épidémie et qui a le plus contribué à la propagation du virus, pourraient-ils représenter la communauté internationale ?

Ces derniers jours, plus de 80 pays ont écrit au Directeur général de l'OMS et présenté des déclarations ou notes diplomatiques, en vue d'exprimer leur opposition à la politisation du traçage des origines du virus et de réclamer le maintien de la conclusion tirée des recherches sur l'identification des origines du virus en première phase ; plus de 300 partis politiques, organisations sociales et think tanks d'une centaine de pays et régions ont soumis au secrétariat de l'OMS une déclaration conjointe qui s'oppose à la politisation de la question du traçage des origines de la pandémie. Voici les consensus de la communauté internationale. Les Etats-Unis tentent de manipuler l'opinion internationale à l'encontre de la Chine, ils n'auraient pas dû être si sûrs de leur influence.

En réalité, depuis le tout début de la propagation de la COVID-19, les pays du monde en est lucides : le recours au service de renseignement pour effecteur le traçage des origines du virus est une farce politique de l'administration américaine. Ce prétendu rapport élaboré par les Etats-Unis est purement un document destiné à rejeter sa responsabilité sur d'autres pays et à se blanchir. Comme l'a indiqué le chercheur américain Mario Cavolo, la raison pour laquelle les Etats-Unis s'obstinent à faire un battage médiatique concernant la «fuite du virus d'un laboratoire de Wuhan», c'est juste dans le but de détourner l'attention du public pour que les histoires de la fuite des virus depuis des laboratoires américains puissent passer inaperçues.

Qu'il s'agisse de l'échec de leur propre lutte contre l'épidémie, ou de la levée de l'interdiction mondiale de voyager pour les citoyens américains au moment le plus fort de l'épidémie, les Etats-Unis ont sérieusement retardé la lutte mondiale contre la pandémie.

L'administration américaine réclame de faire pression contre la Chine avec leurs alliés, mais ce qui est ironique, c'est que les diplomates de l'Union européenne ont fait savoir lundi qu'en raison du rebond du nombre de cas confirmé aux Etats-Unis, l'UE allait proposer ses pays membres de serrer les restrictions imposées à l'entrée des touristes américains dans une nouvelle version de sa directive antiépidémique mise à jour au plus tôt cette semaine.

Il est évident que les pays du monde, avec notamment les alliés des Etats-Unis, sont tous conscients : au moment où les variants du coronavirus sévissent à travers le monde, les politiciens américains persistent à répandre le «virus politique» et empoisonnent énormément l'environnement de lutte contre la pandémie à l'échelle mondiale, en effet, ils s'en foutent de la vie et de la santé des populations du monde entier. De plus, l'administration américaine mobilise son service de renseignement pour mener la «présomption de culpabilité», ce qui a fait obstacle aux efforts pour découvrir les origines du nouveau coronavirus. Plus vicieux, les Etats-Unis tentent de relier les origines du virus à la Chine, cela a contribué à la montée de la discrimination et de la haine raciales à travers le monde. Récemment, CNN a rapporté que des chefs des organisations d'origines asiatiques américaines se soucient que le rapport du traçage des origines de la COVID-19 serait utilisé à «justifier les propos racistes» et conduit à plus d'incidents de violence contre les personnes d'origines asiatiques dans le pays.

Frederick Mutesa, secrétaire de l'Association zambienne pour l'amitié Zambie-Chine, indique que les Etats-Unis qui pratiquent la « présomption de culpabilité « et la manipulation politique sur l'identification des origines du virus ne font qu'entraver la lutte internationale contre la pandémie. Pour Cavins Adhill, expert kenyan sur les questions internationales, ce qui est le plus important à l'heure actuelle est de connaître le virus et convaincre le virus, autrement que faire du traçage des origines du virus un outil politique pour attaquer d'autres pays.

De notre correspondant à Pékin,
Ma Xinxin

Publicité



JEUX PARALYMPIQUES

L'Algérie décroche deux médailles d'argent

L'ALGÉRIE a remporté 2 médailles d'argent samedi au stade olympique de Tokyo lors de la 12e journée des 16es Jeux paralympiques-2020. Les deux médailles sont l'œuvre de: Abdelkrim Krai au 1500m (T38) et Kamel Kardjena au lancer du poids (F33).

Krai a parcouru le 1500 m (T38), en 4:03.07, avec à la clé un nouveau record d'Afrique de la spécialité. L'athlète algérien a été devancé par le Canadien Nate. Reich (3:58.92) médaillé d'or. Le New-Zélandais Kenzie Deon (4:03.76) a complété le podium. Au lancer du poids (F33), l'Algérien Kamel Kardjena a décroché la médaille d'argent après avoir terminé le concours à la seconde place avec un jet mesuré à 11.34 m.La médaille d'or est revenue au Marocain Zakariae Derhem (11.37) soit trois centimètres de plus que l'Algérien, alors que la médaille de bronze a été obtenue par le Croate Cerni Deni (11.25). Avec ces deux nouvelles médailles d'argent, l'Algérie totalise désormais 12 médailles (4 or 4 argent et 4 bronze) à une journée de la fin des Jeux Paralympiques prévue dimanche à Tokyo.

R. S.